

LISTE RECAPITULATIVE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Etablie en : février 2009

Commune n° : 421 – ST MARTIN D'HERES

***PPR* PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES**

Servitude non reportée au Plan car le PPR ou PPRI doit être annexé au document d'urbanisme.

Références :

- Ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du Code de l'environnement abrogeant les articles 40-1 à 40-7 de la loi n°87-565 du 22 juillet 1987 modifiée par la loi n°95-101 du 2 février 1995
- Code de l'environnement et notamment les articles L 562-1 à L 562-9 et L 563-1 à L 563-2 relatifs aux Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles (PPR)
- Décret n° 95.1089 du 5 octobre 1995 (PPR).
- Circulaire n° 78.95 du 6 juillet 1978 (SUP).

Services responsables :

DDE - SPR

Dénomination ou lieu d'application : **PPRI Isère-amont**

Actes d'institution :

Arrêté Préfectoral n° 2007-06598 du 30 juillet 2007

*** A 4 * TERRAINS RIVERAINS DES COURS D'EAU NON DOMANIAUX**

Références :

- Loi du 08.04.1898, articles 30 à 32 inclus, titre 3,
- Code Rural, livre 1er, titre 3, chapitres 1 et 3, articles 100 et 101,
- Loi n° 64.1245 du 16.12.64,
- Décret n° 59.96 du 07.01.59 modifié par décret n° 60.419 du 25.04.60,
- Code de l'urbanisme, articles L 421.1, R 421.3.3 et R 421.38.16,
- Circulaire S/AR/12 du 12.02.74,
- Circulaires du 27.01.76 et n° 78.95 du 06.07.78.

Services responsables : Direction Départementale de l'agriculture et de la Forêt.
Direction Départementale de l'équipement – SPR

Dénomination ou lieu d'application :

1) Syndicat Drac-Isère

- Ruisseau du Sonnant

2) DDE-SPR

- Ruisseau de la grande Mogne

3) Tous les cours d'eau

Actes d'institution :

Arrêté préfectoral n°70.2772 du 09/04/1970

*** AC1 * PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES**

Références :

- Loi du 31.12.1913 modifiée et complétée par les lois des 31.12.1921, 23.07.1927, 27.08.1941, 10.05.1946, 24.05.1951, 10.07.1962, 30.12.1966, 23.12.1970 et par les décrets des 07.01.1959, 18.04.1961 et 06.02.1969,
- Loi du 02.05.1930 modifiée, article 28,
- Loi n° 79.1150 du 29.12.1979 relative à la publicité, aux enseignes et pré enseignes, et décrets d'application n° 80.923 et 80.924 du 21.11.1980,
- Décret du 18.03.1924 modifié par le décret du 13.01.1946 et par le décret n° 70.836 du 10.09.1970, article 11,
- Décret n° 70.836 du 10.09.1970 pris pour l'application de la loi n° 30.12.1966,
- Décret n° 70.837 du 10.09.1970 approuvant le Cahier des Charges Types pour l'application de l'article 2 de la loi du 30.12.1966,
- Code de l'urbanisme, articles L 421.1, L 421.6, L 30.1, L 441.1, L 441.2, L 441.4 et R 121.11, R 121.19, R 421.38.2, R 421.38.6, R 421.38.8, R 430.9 et 10, R 430.13 et 14, R 430.26 et 27, R 441.12, R 442.2, R 442.5, R 442.7 et R 442.13,
- Décret n° 77.759 du 07.07.1977 modifiant par son article 8 l'article 13 ter. de la loi du 31.12.1913 sur les monuments historiques,
- Décret n° 79.180 du 06.03.1979,
- Décret n° 79.181 du 06.03.1979,
- Circulaire du 02.12.1977,
- Circulaire n° 80.51 du 15.04.1980.

Services responsables :

Ministère de la Culture et de la Communication (Direction de l'architecture et du Patrimoine).

Dénomination ou lieu d'application :

- 1) Ancien couvent des Minimes : parties subsistantes du cloître, chapelle attenante, sol de l'ancienne église : 2 ha 62 a 8 ca (parcelles n° 258, 260, 377, 415, section BL du cadastre)**
- 2) Fort du Murier (en totalité)**

Actes d'institution :

- 1) Arrêté ministériel d'inscription du 17/05/1982
- 2) Arrêté d'inscription du 19/08/1994

*** E L 3 * HALAGE ET MARCHEPIED**

Références :

- Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure, articles 1 à 4, 15, 16, 21, 22 et 28,
- Code de l'urbanisme, article R 126.1,
- Code Rural, article L 235.9,
- Circulaire n° 78.95 du 06.07.1978, (S.U.P.),
- Circulaire n° 80.28 du 22.02.1980 relative à l'utilisation des chemins de halage.

Services responsables :

D.D.E. - Service SPR

Dénomination ou lieu d'application : l'Isère

Actes d'institution : - Code du domaine public fluvial.

*** I 1 * TRANSPORTS DES HYDROCARBURES LIQUIDES OU LIQUEFIES SOUS PRESSION, CONSTRUCTION ET EXPLOITATION DE PIPE-LINES D'INTERET GENERAL**

Références :

- L'article 11 de la loi n° 58.336 du 29.03.1958 modifiée et les articles 15 et 16 du décret n° 59.645 du 16.05.1959

Services responsables :

Direction Régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE).

Services à consulter Exploitant ou transporteur :

Société du pipeline Méditerranée Rhône Direction de l'exploitation 38200 Villette de Vienne Tél 04/74/31/42/00

Dénomination ou lieu d'application

– **Pipeline Méditerranée-Rhône (SPMR)**

Actes d'institution :

Décret du 29/02/1968

*** I4 * CANALISATIONS ELECTRIQUES (Ouvrages du réseau d'alimentation générale et des réseaux de distribution publique), ANCRAGE, APPUI, PASSAGE, ELAGAGE ET ABATTAGE D'ARBRES**

PLAN N° 2

Références :

- Loi du 15.06.1906, article 12, modifiée par la loi du 27.02.1925, par les lois de finances du 13.07.1925 (article 298) et du 16.04.1930, la loi du 04.07.1935, les décrets-lois du 17.06.1938 et du 12.11.1938, les décrets du 27.12.1925, n°58-1284 du 22.12.1958, n°67-885 du 06.10.1967, n°71-757 du 09.09.1971, n°73-201 du 22.02.1973
- Loi n° 46.628 du 08.04.1946, sur la nationalisation de l'électricité et du gaz (article 35)
- Ordonnance n° 58.997 du 23.10.1958, article 60 relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la Loi du 08.04.1946 précitée
- Décret n° 67.886 du 06.10.1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15.06.1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour l'imposition des servitudes
- Décret n° 70.492 du 11 juin 1970, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n°46-628 du 08.04.1946 (concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes)
- Décret n° 85.1109 du 15.10.1985, modifiant le décret du 11.06.1970 précité
- Décret n° 93-629 du 25.03.1993, modifiant le décret du 11.06.1970 précité.

Services responsables :

National : Ministère de l'industrie

Régionaux ou départementaux :

> 50 kV Direction Régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
R.T.E. - TERAA - GIMR
5 rue des Cuirassiers BP 3011 - 69399 LYON CEDEX 03

< 50 kV DDE
Distributeurs EDF et/ou Régies

Exploitant des ouvrages : (à consulter pour autorisations diverses)
RTE - TERA Group Exploitation Transport Dauphiné
73, rue du Progrès - 38176 SEYSSINET CEDEX

Dénomination ou lieu d'application :

- 1) THT 225 kV : EYBENS-FROGES-LANCEY
- 2) HT 2 x 63NkV : EYBENS-BAJATIERE (souterrain)
- 3) HT 63 kV : EYBENS-ILE VERTE-MEYLAN
- 4) MT/BT Poste le Carina
- 5) MT diverses (aériennes et souterraines)

Actes d'institution :

- 4) arrêté n° 65.1525 du 26/10/1965

*** INT 1 * VOISINAGE DES CIMETIERES**

Références :

- Code des Communes, article L 361.4 (décret du 07.03.1808 codifié).
- Code des Communes, articles L 361.1, L 361.4, L 361.6, L 361.7 (décret modifié du 23 Prairial an XII codifié) et articles R 361.1, R 361.2 (ordonnance du 06.12.1843 codifié), R 361.3, R 361.5,
- Code général des collectivités territoriales, articles L 2223-1 à L 2223-8,
- Code de l'urbanisme, article R 425-13 (cimetières transférés)
- Circulaire n° 75.669 du Ministère de l'intérieur du 29.12.75,
- Circulaire n° 78.195 du Ministère de l'intérieur du 10.05.78,
- Circulaire n° 80.263 du 11.07.80.

Services responsables : Ministère de l'intérieur, Direction Générale des Collectivités Locales.

Dénomination ou lieu d'application : **Deux cimetières communaux.**

*** JS 1 * INSTALLATIONS SPORTIVES (Protection des installations)**

Références :

- Code du sport, articles L312-3 et R312-6
- Code de l'urbanisme, articles L318-9 et R 318-14

Services responsables : Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports.

Dénomination ou lieu d'application :

- 1) **Stade Auguste Delaune : 1 1216 m² : 1 terrain de football (100m x 60 m) section B1 n° 382**
- 2) **Stade Henri Maurice : 8 400 m² : 1 terrain de football (100m x 60 m) section BON n° 2 et 123**
- 3) **Stade Paul Langevin : 5 000 m² : 1 piste d'athlétisme (230 m) section BK n° 195 à 197**
- 4) **Stade Fernand Léger : 8 800 m² : 1 terrain de rugby (en herbe 126 m x 70 m) section AT n° 133, 134 et 305**
- 5) **Stade Pablo Néruda : 8 000 m² : 1 terrain en ghor (100m x 70 m) section AX n° 13 et 15**

- 6) CES Edouard Vaillant : 1 800 m² : 1 double plateau d'évolution section BL n° 377
- 7) CES Henri Wallon : 7 000 m² : 1 double plateau d'évolution section AW n° 72
- 8) CET Henri Wallon : 2 500 m² : 1 double plateau d'EPS section AW n° 72
- 9) Groupe scolaire Gabriel Péri : 3 500 m² : 1 plateau d'EPS section AE n° 78
- 10) Groupe scolaire Condorcet : 2 400 m² : 1 double plateau d'EPS section AS n° 66
- 11) Groupe scolaire Voltaire : 1 400 m² : 1 double plateau d'EPS section BD n° 10
- 12) Groupe scolaire Joliot Curie : 1 800 m² : 1 plateau d'EPS section AN n° 23
- 13) Gymnase Henri Maurice : 380 m² : 1 type A (10m x 20m) section BON n° 2
- 14) Gymnase Auguste Delaune : type B 1150 m² : 1 aire de jeux (25m x 30m) section BL n° 165
- 15) Gymnase Paul Langevin : 900 m² : 1 aire de jeux (20m x 30m) section BK n° 197
- 16) Gymnase Voltaire : type C : 1 200 m² : 1 aire de jeux (40m x 25m) section BD n° 10
- 17) Gymnase Fernand Léger : (Cosec) 4 300 m² : 1 aire de jeux (40m x 25m) section AT n° 305
- 18) Halle des sports : 2 100 m² : 1 aire de jeux (52m x 30 m) section AX n° 123
- 19) Piscine municipale : 2 100 m² : 1 piscine plein air : 2 bassins 25m x 12,5 m et 12,5 m x 12,5 m section BL n° 165
- 20) Tennis Fernand Léger : 3 000 m² : 4 courts procédé Lasting section AT n° 105 à 107.

NB : Ces équipements ne sont pas figurés au Plan de Servitudes.

*** PT1 * TRANSMISSIONS RADIO-ELECTRIQUES (Protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques)**

Références :

- Articles L 57 à 62 inclus du Code des Postes et Télécommunications.
- Articles R 27 à R 39 du Code des Postes et Télécommunications.

Services responsables :

- Premier ministre, (Comité de coordination des Télécommunications, Groupement de Contrôles radioélectriques, C.N.E.S.),
- Ministère des Postes et Télécommunications. 139, rue de Bercy Paris 12^{ème} Tél 01/11/87/17/17

Dénomination ou lieu d'application :

- 1) GRENOLBE-PASTEUR : ANFR 0380220007 zone de protection rayon 3 000 m
- 2) GRENOBLE-MUTUALISTE (38.22.080) zone de garde rayon 1 000 m et zone de protection rayon 3 000 m
- 3) SH GRENOBLE-VIGNY (38.22.083) zone de protection de rayon 3 000 m.

Actes d'institution :

- 1) Décret du 14/04/1972

*** PT 2 * TRANSMISSIONS RADIO-ELECTRIQUES (Protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'État)**

Références :

- Articles L 54 à L 56 du Code des Postes et Télécommunications (décret n° 62.273 du 12.03.1962),
- Articles R 21 à R 26 et R 39 du Code des Postes et Télécommunications, (décret n° 62.274 du 12.03.1962).

Services responsables :

- Premier ministre, (Comité de Coordination des Télécommunications, Groupement des Contrôles radioélectriques, C.N.E.S.),

- Ministère des Postes et Télécommunications.

Dénomination ou lieu d'application :

- 1) **SH GRENOBLE-MUTUALITE (38.22.080) zone de dégagement rayon 2 000 m, hauteur maximum des obstacles 235 m NGF**
- 2) **SH GRENOBLE-VIGNY (38.22.083) zone de dégagement rayon 2 000 m, hauteur maximum des obstacles 235 m NGF**

Services responsables :

- Premier ministre, (Comité de coordination des Télécommunications, Groupement des Contrôles radioélectriques, C.N.E.S.),
- Ministère de la Communication (Télédiffusion).

Dénomination ou lieu d'application :

- 1) **SH TDF GRENOBLE-LA TRONCHE « Les Sablons » : ANFR 0380130035 zone secondaire de dégagement**

Actes d'institution : Arrêté du 12/02/1975

*** PT 3 * COMMUNICATIONS TELEPHONIQUES ET TELEGRAPHIQUES (Établissement, entretien et fonctionnement des installations)**

Références :

- Articles L 46 à L 53 et D 408 à D 411 du Code des Postes et Télécommunications.

Services responsables :

- Ministère des postes et télécommunications et de l'espace : Direction de la production, Service du trafic, de l'équipement et de la planification.
- « FRANCE TELECOM », exploitant de droit public : Direction Opérationnelle de Grenoble.

Dénomination ou lieu d'application :

- 1) **RG 180 et 274**
- 2) **RG 38087 FO, RG 38090 FO, RG 38149 FO, RG 38152 FO, RG 38298 FO, RG 38299 FO, RG 38189 FO**

*** PT4 * TELECOMMUNICATIONS (Élagage aux abords des lignes empruntant le domaine public)**

Références :

Article L 65.1 (loi n° 84.939 du 23.10.1984) du Code des Postes et Télécommunications.

Services responsables :

- Ministère des postes et télécommunications et de l'espace : Direction de la production, Service du trafic, de l'équipement et de la planification.
- « FRANCE TELECOM », exploitant de droit public : Direction Opérationnelle de Grenoble.

Dénomination ou lieu d'application : **Domaine public**

*** T 1 * CHEMINS DE FER (Zone d'emprises ferroviaires en bordure de laquelle peuvent s'appliquer certaines servitudes et obligations en matière de chemin de fer)**

Références :

- Loi du 15.07.1845 : police des chemins de fer,
- Décret du 22.03.1942,
- Code des Mines, articles 84 modifié et 107,
- Code Forestier,
- Loi du 29.12.1892 : occupation temporaire,
- Décret loi du 30.10.1935 modifié par la loi du 27.10.1942 (article 6) : visibilité,
- Décret du 31.07.1959
- Décret du 14.03.1964
- Décret du 10.06.1969
- Décret du 07.05.1980.

Services responsables :

- Ministère des Transports, Direction des Transports Terrestres.
- SNCF Lyon-DTISE

Dénomination ou lieu d'application : **Ligne SNCF GRENOBLE-MONTMELIAN**